

L'après-Tchernobyl

Deux ouvrages allemands sur les conséquences de 1986

Gérard Foussier*



Juste avant de commémorer le 25^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, la maison d'édition Peter Lang a publié deux ouvrages sur l'impact de cet événement. Les auteurs ne pouvaient pas savoir que la catastrophe de Fukushima, quelques jours seulement avant cet anniversaire, provoquerait de nouveaux débats, tout spécialement en Allemagne.

Le premier ouvrage est une étude collective interdisciplinaire associant les analyses d'une quinzaine d'auteurs, allemands pour la plupart, sur les risques de l'atome pour l'homme et la nature. Le titre ne laisse place à aucun doute : l'énergie nucléaire représente bien un risque pour les écosystèmes et l'alimentation. Alors que l'Allemagne, au lendemain de Fukushima, a décidé de mettre fin à la filière nucléaire d'ici 2022, n'hésitant pas à fermer

les plus anciennes de ses centrales, l'argumentaire présenté par cet ouvrage peut apparaître superflu. Pourtant, l'arrêt des centrales ne met pas fin au débat sur les questions, souvent escamotées, relatives à la sécurité et à la santé. Plus de 400 réacteurs sont encore en service de par le monde et une cinquantaine sont en construction. Tchernobyl par exemple a montré que 70 % du nuage radioactif de 1986 sont tombés sur le territoire voisin de la

Ein politischer Skandal

Nach der Katastrophe von Tschernobyl Ende April 1986 verzichtete Frankreichs Regierung auf Schutzmaßnahmen. Fast ausnahmslos behaupteten die Atomexperten des Landes, dass die radioaktive Wolke aus der Ukraine keine Gefahr für die französische Bevölkerung darstellen würde, während in Italien und Deutschland vom Verzehr frischer Milch abgeraten und in einigen Regionen das Gemüse auf den Feldern vernichtet wird. In Polen wurden schwangeren Frauen und kleinen Kindern Jodtabletten verabreicht. Auch wenn andere französische Experten und Medien diese Sichtweise in Frage stellten („Die Zurückhaltung jeglicher Informationen wurde sorgfältig organisiert“), nie erreichte die Debatte in Frankreich die Intensität der deut-

schen Auseinandersetzung. In ihrer Studie analysiert Karena Kalmbach, die seit 2010 am Europäischen Hochschulinstitut in Florenz arbeitet, die Desinformationspolitik der offiziellen Stellen und die Pariser Atompolitik im Zusammenhang mit der Elitenkultur.

Ein anderes Buch stellt die Atomkraft als Risiko vor. Die Energiezukunft gehört, so die Autoren, den erneuerbaren Energiequellen, was eine fundamentale Energiewende hin zu einem Energiesystem erfordert, das nicht aus großen zentralen Kraftwerken, sondern aus vielen dezentralen Kleinanlagen besteht. Beide Publikationen erschienen zum 25. Jahrestag der Katastrophe in Tschernobyl – nur wenige Tage vor dem Unglück von Fukushima in Japan. Ein brisantes, aktuelles Thema.

Red.

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).

Biélorussie, un pays dont une grande surface est désormais contaminée à longue échéance – une catastrophe économique et sociale. Les auteurs analysent également les risques d'une attaque terroriste ou de la chute d'un avion. L'hypothèse d'un tsunami n'est cependant pas évoquée.

Misstrauen

„Das massive Interesse, das man 2006 in Frankreich dem Unfall von Tschernobyl entgegenbrachte, lässt sich nicht allein mit der Risikowahrnehmung bzgl. der Gefahren von Atomkraftwerken und den Aktivisten der französischen Atomkraftgegner erklären. Dieses Misstrauen, das ein Großteil der Franzosen der offiziellen Informationspolitik entgegenbringt, wird in Bezug auf den Unfall von Tschernobyl durch das Narrativ der ‚Wolke, die an der Grenze gestoppt hat‘ verkörpert und ließ den Unfall von Tschernobyl zu einem eigenständigen, rein französischen Innenpolitik-Skandal werden. Dass dieses Misstrauen zwanzig Jahre nach dem Unfall von Tschernobyl keinesfalls abgenommen, sondern sich vielmehr noch verstärkt zu haben scheint, ist vor allem durch die ständige Wiederholung der Erzählung dieser ‚Lüge‘ in den Medien und den Publikationen der Kritiker zu erklären. Die Omnipräsenz der ‚französischen Wolke‘ in Zusammenhang mit dem Thema Tschernobyl führte dazu, dass es in Frankreich unmöglich wurde, die radioaktive Belastung in den Gebieten um Osteuropa losgelöst von der innerfranzösischen Kommunikationspolitik zu behandeln.“

Aus: *Tschernobyl und Frankreich*

Le second ouvrage est également axé sur Tchernobyl, mais il a une autre intention : il est consacré uniquement au débat qui a marqué les seules réactions de la France depuis 1986 sur le sujet qui contrastaient singulièrement avec les débats dans les pays voisins. Karena Kalmbach reprend les grandes lignes des articles écrits et des discours prononcés sur cette question en France jusqu'en 2006, date du 20^e anniversaire de l'accident en Ukraine. Ce débat tourne autour du scandale politique généré par l'absence de contre-mesures du gouvernement français contre les retombées radio-

actives d'un « nuage qui s'est arrêté aux frontières » de la France, expression qui fera sourire en Europe, notamment à la frontière rhénane. L'auteur reprend les affirmations des experts français qui estimaient que ces retombées ne constituaient aucun danger pour la population française.

Karena Kalmbach, qui travaille depuis 2010 à l'Institut universitaire européen de Florence, après des études supérieures à Berlin, Lausanne et Paris, ne se contente pas d'analyser les interventions de l'époque, elle pose la question de savoir ce que représente Tchernobyl aujourd'hui pour les Français. Un lieu ou un événement ? Un sujet du passé ou une question du présent ?

Pour mieux comprendre l'importance de la politique nucléaire menée par la France, l'auteur brosse un portrait précis des acteurs, et fait la lumière sur des institutions qui n'ont eu de cesse de changer de nom pour contourner les polémiques : ainsi l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (ISPN), créé par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), fondé en 1956, transformé en Office (OPRI), ont fusionné pour devenir l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), un établissement public à caractère industriel et commercial comme Electricité de France (EDF) et placé sous l'autorité de cinq ministères (Environnement, Economie, Santé, Défense et Recherche). Pour « accroître » cette transparence, une Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a été créée en 2006, avec pour mission de « contribuer à l'information des citoyens ». Au lendemain de Tchernobyl, une Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD) avait été fondée par des instituts de recherche scientifique indépendants pour répondre « aux mensonges du lobby nucléaire ». Cette commission ne reçoit que des financements privés sans aide de l'Etat, ce qui en 1986 était nouveau en France.

L'auteur de cette étude allemande consacrée spécialement à la situation du nucléaire en France note que la langue française a inventé un néologisme (nucléocratie), là où l'Allemagne, beaucoup plus critique envers l'atome, se contente d'un terme plus générique (*Technokratie*). Les nucléocrates ne sont pas seulement confinés dans les

institutions scientifiques et techniques de l'Etat. Karena Kalmbach cite par exemple de brillants journalistes de renom qui n'ont pas hésité à écrire, dès le 2 mai 1986, cinq jours après l'explosion, que « si l'on fait le bilan, hors les guerres, la nature a tué bien davantage que la technique », pendant qu'un de ses confrères, observant la psychose au-delà du Rhin, écrivait que « notre pays a, pour son plus grand bonheur, rapidement digéré la vague d'écolo-pacifiques qui y sévissait comme partout au début des années 70 ».

Pourtant, tous n'étaient pas crédules : plusieurs éditorialistes souligneront au passage que « le pays le plus nucléarisé d'Europe est aussi le plus avare d'informations ». Peine perdue : le 6 mai, le ministre de l'Agriculture remettait les pendules à l'heure dans un communiqué de presse : « Le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides ». Fin du débat. Il faudra attendre encore deux semaines pour apprendre que le nuage de Tchernobyl avait bien survolé la France. Un an plus tard, deux nucléocrates, Yves Lecerf et Edouard Parker, publient un livre (*L'affaire Tchernobyl*), dans lequel ils fustigent le travail... des journalistes et critiquent le comportement des Allemands et des Italiens (« On ne peut légitimement que se demander s'ils n'ont pas perdu la raison ») et parviennent à la conclusion qu'« on n'abandonne pas un ensemble de techniques bénéfiques pour l'humanité sur base de simples rumeurs ». Plusieurs publications tenteront bien ensuite de faire la lumière sur les véritables conséquences, mais pour le 20^e anniversaire de la catastrophe, qui coïncidait avec le 60^e de la création d'EDF et le 20^e de la construction de la centrale de Paluel, les nucléocrates se contenteront de deux affirmations : « C'était un accident soviétique, nos centrales ne sont pas comparables » et « Les ex-

perts ont mis en lumière un problème aigu de santé mentale dû au manque d'information donné par les autorités, ce silence ayant amené les populations exposées à se convaincre de la diminution de leur espé-

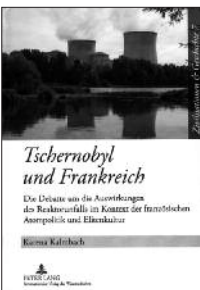
Nucléocratie

„Der Begriff ‚nucléocratie‘ ist in Frankreich zu einer geläufigen Redewendung geworden. Es handelt sich hierbei um die Spezifizierung des Begriffs ‚technocratie‘, die sich jedoch im deutschen Sprachgebrauch nicht durchgesetzt hat, da der Begriff zu stark an den französischen Kontext gebunden ist. Zur Charakterisierung des französischen Nuklearsektors wird daher im Deutschen, mit einer ebenso kritisch-polemischen Implikation wie bei dem französischen Wort ‚nucléocratie‘, eher das universelle ‚Technokratie‘ verwendet.“

Aus: Tschernobyl und Frankreich

rance de vie et à s'enfermer dans une attitude passive et ce ne sont pas les propos apocalyptiques des anti-nucléaires qui peuvent les aider à vivre ». La presse dans son ensemble consacra de nombreux dossiers à la question de l'information des populations. Plus rares seront les contributions hostiles à l'énergie nucléaire. Tchernobyl devient alors, dans le débat français, synonyme de sécurité – une simple métaphore pour mieux justifier les investissements de l'industrie nucléaire.

Coïncidence ? La photo choisie en couverture de l'ouvrage représente la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) qui a été victime de deux graves accidents (fusion d'uranium), en octobre 1969 et en mars 1980, révélés seulement en 2011 après un long silence des autorités. Titre de l'hebdomadaire *Le Point* du 24 mars 2011 : « Le jour où la France a frôlé le pire ».



Karena Kalmbach, *Tschernobyl und Frankreich*. Peter Lang, Francfort/Main 2011, 209 pages.



Lutz Mez, Lars Gerhold, Gerhard de Haan, *Atomkraft als Risiko, Analysen und Konsequenzen nach Tschernobyl*. Peter Lang, Francfort/Main 2011, 277 pages.